



**PROJET D'ENGAGEMENT DES JEUNES ET DES FEMMES POUR LA PRÉVENTION
DES CRISES, LA STABILITÉ SOCIALE, LA CONSOLIDATION DE LA PAIX ET LA
RÉDUCTION DE LA VIOLENCE COMMUNAUTAIRE DANS LE NORD DE LA CÔTE
D'IVOIRE**

CIV10-00131158

TERMES DE REFERENCE

**Recrutement d'un (e) consultant(e) national (e) pour dresser un
profil socioéconomique sous forme de diagnostic stratégique
pour les régions frontalières du Nord de la Côte d'Ivoire.**

Août 2022

A. DESCRIPTION DU PROJET

En Côte d'Ivoire, le programme de coopération du PNUD pour la période 2021-2025 (CPD) est arrimé sur les priorités nationales inscrites dans le Plan national de développement (PND) et le Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable (CCDD). A travers ce cadre d'intervention, le PNUD et ses partenaires se sont engagés à contribuer à rétablir la confiance dans les institutions, à créer les conditions pour que les populations vivent en paix, soient résilientes face aux crises et aux chocs et profitent des avantages d'une croissance inclusive et d'une prospérité partagée. Des projets et des programmes sont mis en œuvre en vue d'adresser ces défis de développement du pays.

L'extrémisme violent et l'expansion des activités terroristes dans le sahel constituent une menace pour la stabilité de la Côte d'Ivoire, comme en témoignent les récents incidents à la frontière nord du pays. Pour adresser ce défi, le Gouvernement ivoirien a pris une série de mesures. La phase 2 du Programme Social du Gouvernement (PSGouv2) a été lancée pour : i) accélérer le rythme de réduction de la pauvreté et des inégalités sociales ; ii) apporter des solutions durables à la problématique de la fragilité dans les zones frontalières ; iii) améliorer les conditions de vie des populations notamment les plus défavorisées ; et iv) favoriser l'autonomisation des femmes et l'insertion professionnelle des jeunes. Le PSGouv2 bénéficie du soutien des partenaires au développement.

Dans cette perspective, le Ministère des Affaires Etrangères de la République Fédérale d'Allemagne et le PNUD ont conclu un accord pour mettre en œuvre le projet « Engagement des jeunes et des femmes pour la prévention des crises, la stabilité sociale, la consolidation de la paix et la réduction de la violence communautaire dans le nord de la Côte d'Ivoire », qui constitue une contribution à la lutte contre la fragilité dans les zones nord frontalières.

Ce projet vise à accroître la stabilité sociale et renforcer l'inclusion socio-économique des jeunes et des femmes dans le Nord du pays. Plus précisément, le projet contribuera au : (i) renforcement de la gouvernance communautaire et de la capacité des autorités locales en matière d'état de droit ; (ii) soutien de la résilience communautaire par le développement d'opportunités économiques et d'activités génératrices de revenus pour les jeunes hommes et femmes ; et (iii) renforcement des capacités des jeunes hommes et femmes pour la prévention de l'extrémisme violent et le renforcement de la cohésion sociale dans les régions frontalières nord de la Côte d'Ivoire.

Les interventions du projet sont alignées sur trois priorités nationales décrites dans le PND 2021-2025 que sont : i) l'approfondissement de la gouvernance ; ii) le développement du capital humain ; et iii) le renforcement de l'inclusion sociale.

Le projet contribuera à l'atteinte d'un résultat du CCDD 2021-2025 en lien avec ; « les systèmes de gouvernance sont plus inclusifs, redevables, efficaces et disposent de données de qualité et les populations vivent dans un environnement où l'état de droit, les droits du travail, l'égalité des sexes, la paix et la sécurité sont respectés et effectifs » ; et

De façon spécifique, le projet contribuera au CPD 2021-2025, notamment en ses produits 1.3 : « Les institutions publiques et les organismes non étatiques chargés de la consolidation de la démocratie et du renforcement de la cohésion sociale, les autorités locales et les acteurs locaux, y compris les femmes et les jeunes, disposent de capacités techniques et opérationnelles pour améliorer l'inclusion ainsi que la prévention et la gestion pacifique des conflits »; et 2.2 « Le dialogue public-privé est renforcé et crée un environnement inclusif propice au développement des chaînes de valeur, de l'économie circulaire et des petites et moyennes entreprises, de l'emploi des femmes et des jeunes dans les secteurs de l'économie numérique, et des économies verte et bleue ».

Pour assurer la bonne conduite des activités relatives au soutien à la résilience communautaire par le développement d'opportunités économiques et d'activités génératrices de revenus pour les jeunes (hommes et femmes) et pour offrir des opportunités adaptées aux besoins des populations cibles, il est essentiel de disposer d'une connaissance approfondie des zones d'interventions du projet et de leurs potentiels économiques.

Pour chacune des régions ciblées, les forces, faiblesses, opportunités, et menaces, seront identifiés et analysés, afin de dégager les opportunités économiques et donner des orientations stratégiques pour le développement d'activités génératrices de revenus au profit des femmes et les jeunes en vue du renforcement de la résilience communautaire.

A cet égard, des études socioéconomiques seront conduites dans les régions du Bounkani (Départements de Bouna et Téhini), du Tchologo (Départements de Ferkessédougou et Kong), du Poro (Départements de Korhogo et Mbengué), de la Bagoué (Départements de Boundiali et Tengrela) et du Folon (Départements de Minignan et Kaniasso).

Ainsi, le PNUD lance le recrutement d'un (e) consultant(e) national(e) en vue de dresser les profils socioéconomiques sous forme de diagnostic stratégique pour les régions ciblées par le projet. Ces travaux vont permettre d'identifier les opportunités de développement, d'activités créatrices de revenus les plus prometteuses et de présenter les besoins d'investissement les plus urgents.

B. CHAMPS DES TRAVAUX

Cinq (05) régions d'études ont été retenues pour les travaux du ou de la consultant(e). Ces localités sont : Régions du **Bounkani (Départements de Bouna et Téhini)**, du **Tchologo (Départements de Ferkessédougou et Kong)**, du **Poro (Départements de Korhogo et Mbengué)**, de la **Bagoué (Départements de Boundiali et Tengrela)** et du **Folon (Départements de Minignan et Kaniasso)**.

Sous la responsabilité du Représentant Résident adjoint/ programmes du PNUD et la supervision du spécialiste de programme gouvernance, et en étroite collaboration avec l'analyste de programme résilience, le/la consultant(e) national(e), devra :

1. Décrire le cadre politique, réglementaire et institutionnel pour la gestion du développement dans la zone d'étude : plans locaux de développement, les acteurs clés, les politiques clés, des stratégies et des outils de suivi et de gestion du développement local, évaluation et gestion des impacts socio-économiques ;
2. Décrire la situation socio-économique de la zone ciblée : principaux secteurs économiques, le domaine des infrastructures de transformation et de commercialisation, les aspects socioculturels, technologiques et environnementaux, ainsi que la contribution de cette zone au PIB, la population et la situation de l'emploi, de même que les entreprises privées ;
3. Identifier les responsabilités institutionnelles et les besoins en renforcement des capacités, si nécessaire, afin de mettre en œuvre les recommandations de l'évaluation socio-économique ;
4. Recueillir les opinions, les attentes et besoins sexospécifiques (en lien avec le projet) des partenaires locaux institutionnels et privés : gouvernement, municipalité, secteurs économiques et associations locales ;
5. Identifier les forces, faiblesses, opportunités, et menaces pour le développement local de la zone d'étude ;
6. Effectuer l'analyse de la problématique du genre, et des potentiels impacts environnementaux et sociaux du projet dans la zone d'étude ;
7. Faire des propositions en termes de stratégies, de choix de spéculations agricoles à retenir et d'activités à mener en vue d'améliorer le niveau de revenu des populations, hommes et femmes, dans la zone d'étude.

Les résultats de ces travaux, serviront de base de données pour une planification stratégique d'activités pertinentes génératrices de revenus, à mener dans le cadre de l'appui à la résilience communautaire et aux initiatives entrepreneuriales en faveur des jeunes et des femmes en vue d'impulser un développement local inclusif dans les zones d'intervention du projet.

C. RÉSULTATS ATTENDUS

- Des informations pertinentes sur les opportunités entrepreneuriales, économiques, d'emploi dans la zone d'étude sont identifiées ; et l'on pourra s'en servir pour des choix réalistes d'activités à prendre en compte pour les régions et aider à une planification et un suivi du développement dans lesdites localités ;
- Les potentialités et opportunités de développement de la zone d'étude, sont répertoriées et ces informations sont partagées avec tous les acteurs et actrices intervenant dans la mise en œuvre du projet ;
- Des valeurs de références des indicateurs de performance du projet tels que répertoriés dans le cadre des résultats du projet sont identifiées ;
- La classification des priorités à l'échelle de la zone d'étude est réalisée ;
- Les difficultés de la zone d'étude sont présentées et les causes et les moyens de les résoudre sont résumés ;

- Les contraintes majeures au développement au niveau de la zone sont classifiées par priorité ;
- La prise en compte du genre et des besoins sexospécifiques dans le diagnostic est effective.

Pour la zone d'étude, les informations suivantes seront collectées :

- **Population** : Nombre, répartition spatiale, répartition par sexe et âge, taux de la population agricole désagrégée par sexe et par âge, etc. ;
- **Environnement et gestion de la terre** : Ressources naturelles, atouts de développement, menaces environnementales, formes de gestion de la terre, zones d'agriculture etc. ;
- **Economie** : Secteurs primaire (agriculture foresterie : type d'agriculture, cultures principales) Secondaire (Manufactures, industries), Tertiaire (tourisme, finances transport, commerce), Informel. Emploi, situation de la femme et des jeunes, produits et marchés, microfinance ;
- **Infrastructures techniques** : Nombre et statut des routes, des ponts, du réseau électrique et d'adductions d'eau potable, barrages hydro-agricoles ;
- **Infrastructures sociales** : Education, santé, hydrauliques, activités socioculturelles ;
- **Le volet socioculturel** : La démographie (les acteurs), le niveau d'éducation, la structuration de la population etc. ;
- **Organisation et fonctionnement de la zone d'étude** : Statuts et besoins de la zone considérée (personnel, type de constructions), plans de développement à court et long terme existants, etc. ;
- **Activités de Développement** : Activités de la collectivité territoriale, des Organisations Communautaires de Base (OCB), des femmes, des jeunes etc.

D. METHODOLOGIE D'INTERVENTION

- a) Le/la consultant(e) établira un chronogramme de travail validé par le spécialiste au programme gouvernance et l'analyste de programme résilience du projet ;
- b) Il/elle proposera une de liste de documents à consulter pour la revue documentaire. Cette liste sera complétée suivant l'état d'avancement du projet ;
- c) Il/elle établira une liste de personnes clés à rencontrer en collaboration avec l'équipe du Projet ;
- d) Il/elle rencontrera périodiquement l'équipe du projet durant la durée de sa mission.

E. PAIEMENTS A CHAQUE CONSULTANT(E)

LIVRABLES	Montant
Plan de travail validé	50%
Rapport provisoire de l'étude	
Rapport final après validation	50%

F. ARRANGEMENT INSTITUTIONNEL

Le/la consultant(e) travaillera en étroite collaboration avec l'équipe du projet.

G. DUREE DE LA MISSION

La durée de la mission sera de 45 jours(Ouvrables).

H. LIEU D'AFFECTATION

Le/la consultant(e) sera basé(e) à Abidjan, en Côte d'Ivoire et effectuera des missions à l'intérieur du pays (dans la zone d'étude et à Bondoukou, sous bureau du projet).

I. QUALIFICATIONS ET COMPETENCES

Le/la consultant(e) devra :

- a) Avoir un diplôme universitaire (BAC+5 au minimum) dans l'une des disciplines suivantes : statistiques et économie appliquée, socio économie, économie de développement, développement rural, agronomie, ou tout autre diplôme équivalent ;
- b) Avoir au moins 3 années d'expérience en matière de développement, d'identification, de suivi et évaluation des initiatives communautaires de base de même que de conduite d'enquêtes et d'études ;
- c) Avoir une bonne connaissance du milieu rural, des organisations de base et des outils du développement local (planification locale, diagnostic participatif etc.) ainsi que de la zone d'étude ;
- d) Démontrer des aptitudes à prendre en compte le genre dans les activités entreprises ;
- e) Avoir des aptitudes à travailler en équipe et avoir une capacité à travailler dans l'urgence ;
- f) Être capable de se déplacer fréquemment sur le terrain ;
- g) Maîtriser les logiciels informatiques : traitement de texte Word, Excel et Power point ;
- h) Avoir la capacité d'analyser des données et des informations de diverses sources pour des recommandations pertinentes ;
- i) Avoir une bonne capacité d'écrire et de communiquer avec précision et professionnalisme.

Une excellente maîtrise de la langue française est exigée. Une bonne connaissance de l'anglais serait un avantage.

J. PROPOSITION D'OFFRE FINANCIERE ET DELAI DE PAIEMENT

L'offre financière du/de la consultant(e) doit être forfaitaire. Le forfait doit inclure les honoraires, et les frais de mission, etc.

K. PRESENTATION DE L'OFFRE

Les documents ci-dessous doivent être contenus dans l'offre technique du soumissionnaire :

- a) Le Curriculum Vitae (CV), indiquant toutes les expériences antérieures et les contacts (email et numéro de téléphone) de 3 références.
- b) Une brève description de la méthodologie de travail et l'approche pour exécuter le travail selon les TDR.
- c) La proposition financière indiquant le montant forfaitaire proposé par le soumissionnaire pour la conduite de la mission.

L. CRITERES DE SELECTION

Le/la soumissionnaire ayant soumis l'offre techniquement conforme et la moins disante sera retenu

LES CRITERES D'EVALUATION TECHNIQUE

Récapitulatif des formulaires d'évaluation des Propositions techniques		Note maximum	Consultant				
			A	B	C	D	E
1.	Qualification et expérience dans le domaine	50					
2.	Plan de travail	10					
3.	Méthodologie proposée et approche pour exécuter le travail selon les TDR	40					
Total		100					

Formulaire d'évaluation de la Proposition technique -- Formulaire 1		Nbre de points maximum	Consultant				
			A	B	C	D	E
Expertise / Qualification et expérience dans le domaine							
1.1	Diplômes	10					
1.2	Expertise avérée en matière de développement, d'identification, de suivi et évaluation des initiatives communautaires de base	15					
1.3	Expérience professionnelle en matière de conduite d'enquêtes et d'études socioéconomiques	15					
1.4	Références antérieures pour les travaux similaires	5					
1.5	Aptitudes avérées en matière de prise en compte du genre	5					
Total		50					

Formulaire d'évaluation de la Proposition technique – Formulaire 2		Nbre de points maximum	Consultant				
			A	B	C	D	E
Plan de travail							

2.1	Le plan de travail est-il bien défini, bien détaillé et correspond-il aux termes de référence ?	10					
	Total	10					

Formulaire d'évaluation de la Proposition technique – Formulaire 3		Nbre de points maximum	Consultant				
			A	B	C	D	E
Méthodologie proposée et approche pour exécuter le travail selon les TDR							
2.1	La proposition montre-elle une compréhension générale du sujet ?	10					
2.2	Les aspects importants de la tâche ont-ils été traités de manière suffisamment détaillée ?	15					
2.3	La proposition comprend-elle un cadre méthodologique cohérent ?	5					
2.4	La présentation est-elle claire, et la succession des activités ainsi que la planification sont-elles logiques, réalistes et augurent-elles suffisamment d'une bonne exécution du projet ?	10					
	Total	40					